

Ministre cubain des affaires étrangères : le blocus américain est un acte de génocide

Image not found or type unknown



Interview accordée à la chaîne Telesur 6 NOVEMBRE 2023

Ministre cubain des affaires étrangères : le blocus américain est un acte de génocide

Bruno Rodríguez Parrilla a dénoncé le fait qu'au cours des dernières années, 909 actions directes ont interrompu les services offerts à Cuba par des entités financières de pays tiers, en raison de l'inclusion de la nation caribéenne dans la liste dite des États soutenant le terrorisme.

Dans une interview exclusive, le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez détaille les dommages causés par la guerre économique de Washington dans les secteurs de l'alimentation, de la santé et autres.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a assuré que la Maison Blanche ment constamment lorsqu'elle affirme que le blocus n'existe pas, qu'il est bilatéral ou qu'il est mis en œuvre pour aider son peuple, alors qu'il s'agit d'un acte délibéré et conscient visant à causer des dommages humanitaires et des souffrances au sein de la population pour des raisons strictement politiques. Il a évoqué cette question et d'autres dans un entretien exclusif avec teleSUR.

Après le vote historique de jeudi dernier aux Nations Unies, où 187 pays ont voté en faveur de Cuba, en faveur de la résolution condamnant le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba, nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla. Comment avez-vous perçu l'atmosphère qui a entouré ce vote historique ?

- C'est un message de rejet extraordinaire de cette politique, de l'exigence d'y mettre fin immédiatement et sans condition, et en même temps c'est aussi un message de soutien au peuple cubain dans ses énormes efforts. Cela fait 30 ans qu'elle est votée.

Est-ce la 31e résolution ?

- Il s'agit du 31e vote et une majorité écrasante s'est formée à l'Assemblée générale des Nations unies. Lors des premiers votes, un peu plus de 50 pays s'étaient prononcés en faveur de la résolution, tandis que de nombreux autres s'étaient abstenus ou n'avaient pas participé au vote. Aujourd'hui, le vote est pratiquement unanime contre le blocus et en faveur de la demande cubaine.

Deuxièmement, ce n'est pas seulement l'acte de vote qui est très significatif, mais aussi les discours des délégations et l'équilibre des interventions.

J'ai été très frappé par le niveau de profondeur des discours, par le fait qu'ils étaient conscients des effets du blocus. C'est quelque chose qui est connu dans le monde entier.

- Il y a aussi un rapport annuel présenté par le secrétaire général des Nations unies, qui inclut les contributions à cet égard des pays membres, y compris Cuba, bien sûr, et des organisations et organismes internationaux, ce qui est toujours important du point de vue de l'information.

La condamnation répétée de l'inscription de Cuba sur la liste unilatérale et fallacieuse des États soutenant le terrorisme a été significative.

Le fait de figurer sur cette liste - c'est Donald Trump qui a inscrit Cuba sur cette liste neuf jours avant de quitter la Maison Blanche - renforce-t-il, resserre-t-il encore le blocus ?

- Cette liste a des implications politiques, bien sûr, elle est calomnieuse, elle a des implications sur de nombreux sujets, mais elle a un impact vraiment extrême sur le système financier international. En d'autres termes, elle a un impact dévastateur sur les transactions financières internationales. On sait que Washington exerce une influence disproportionnée et absolue sur le contrôle des finances, des transactions et des flux internationaux, même par voie électronique ou numérique.

Par conséquent, la liste n'a pas seulement cette portée, mais elle a aussi des effets pratiques très directs. Par exemple, elle augmente ce que l'on appelle le risque-pays et nous oblige à être désavantagés sur le marché international et à payer des prix supérieurs aux prix ordinaires. Elle implique le refus de nombreuses banques du monde entier d'établir ou de maintenir des relations financières avec Cuba, car elles seraient soumises aux sanctions du gouvernement américain ou perdraient leurs liens financiers avec des institutions financières internationales ou des banques américaines.

Au cours des dernières années, par exemple, 909 actions directes ont été menées par des institutions financières de pays tiers pour couper leurs services à Cuba en raison de l'inscription de ce pays sur la liste. Des dizaines d'ambassades cubaines ont perdu leurs services financiers et bancaires en raison de l'effet intimidant et punitif de l'inscription d'un pays sur cette liste. Toute transaction cubaine est persécutée dans ce sens et cela a un impact très direct. Par exemple, un citoyen européen ou un citoyen de l'un des quelque 50 pays qui jouissent du privilège d'utiliser un visa américain, qui est presque automatique - quelqu'un prend son téléphone portable, tape quelques données et, avec cela, monte à bord d'une compagnie aérienne et voyage aux États-Unis sans aucune difficulté, appelé ESTA, qui est un système de visa spécial et accéléré - dans le cas des personnes qui ont visité Cuba, est immédiatement annulé. Cette mesure a un effet punitif sur les voyages et le tourisme à Cuba et découle précisément de l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme.

Elle a un effet sérieux, même d'un point de vue pratique, sur l'économie cubaine et également un effet très sérieux par rapport aux pays tiers parce qu'elle est nettement extraterritoriale.

C'est une autre plainte qui a été entendue assez fréquemment dans les discours des différents pays qui ont participé à ce débat de deux jours, la nature extraterritoriale des lois de blocus. Comment cela se reflète-t-il dans les relations quotidiennes avec d'autres pays ?

- Il s'agit d'une qualité fondamentale, qui la rend contraire au droit international et à la souveraineté des autres pays. Elle est très extraterritoriale. Premièrement, elle oblige les États tiers à se soumettre aux règles du blocus. Deuxièmement, elle cherche à étendre la juridiction des cours américaines, des tribunaux américains, contre des pays tiers et des processus qui n'ont rien à voir avec la juridiction spécifique sur le territoire américain. D'autre part, parce qu'elle pénalise toute relation commerciale dans laquelle intervient un élément intangible, un composant, une matière première cubaine, ou parce qu'elle empêche tout pays non seulement d'exporter vers les États-Unis dans ce cas, mais aussi parce qu'elle empêche Cuba d'importer des produits en provenance de pays tiers qui contiennent plus de dix pour cent de composants américains.

Mais il ne fait aucun doute que les effets sur la vie quotidienne des Cubains sont énormes, en particulier à partir du second semestre 2019, lorsque le blocus est devenu plus extraterritorial et plus agressif et cruel, plus cruellement efficace pour tenter de couper les revenus du pays.

Dans votre discours, vous avez beaucoup insisté sur les effets du blocus sur la santé des Cubains. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

- Le blocus a un effet direct dans ce sens, qui est double. Il a un effet direct en ce sens qu'il empêche Cuba d'acquérir des équipements médicaux, des technologies, des médicaments, des produits qui sont protégés par des brevets américains, qui sont enregistrés aux États-Unis ; certains d'entre eux ne sont produits ou n'existent qu'aux États-Unis. C'est le cas des personnes qui ont besoin de traitements que Cuba peut fournir et assurer, mais qu'il existe des moyens, des méthodes qui pourraient les rendre plus efficaces, plus durables, moins douloureux, comme, par exemple, la chirurgie avec cathétérisme interventionnel, certains traitements contre le cancer pour différents types de cellules, certains traitements pour des maladies qui ne sont pas très courantes dans notre pays, la nécessité d'un équipement médical spécifique ou de prothèses extensibles pour les maladies tumorales osseuses chez l'enfant.

N'y a-t-il pas accès ?

- Ils sont protégés et produits par des entreprises américaines. C'est un effet direct. Un autre effet direct est qu'ils sont produits par des entreprises d'autres pays, mais ce sont des filiales d'entreprises américaines et Cuba ne peut pas les acquérir parce que le gouvernement américain viole grossièrement le droit international, car toute entreprise doit être régie par la loi du pays où elle est légalement domiciliée ou enregistrée. Ainsi, une filiale d'une société américaine en Europe viole le droit européen et le droit international si elle se soumet à la législation américaine ou à la juridiction des tribunaux américains.

Troisièmement, il y a un impact énorme mais indirect, lorsqu'il prive Cuba des ressources financières qui lui permettraient d'acquérir du matériel médical, des composants, etc. dans des pays tiers, mais il s'agit de technologies très coûteuses, et le blocus empêche Cuba d'avoir les ressources qui lui permettraient d'obtenir précisément ces produits.

Un exemple concret. Cuba est capable de produire plus de 60 % de ses médicaments, mais pour ce faire, elle a besoin d'équipements et d'intrants ou de matières premières qui ne sont pas cubains et qui coûtent cher. Il existe également des traitements, par exemple pour corriger les malformations cardiaques valvulaires chez les nouveau-nés, que nous pouvons traiter mais que nous devons opérer à thorax ouvert, alors qu'avec ces dispositifs, cela pourrait se faire par cathétérisme. Les personnes pourraient être soulagées de la douleur, les effets secondaires pourraient être atténués ou des traitements plus efficaces pourraient être appliqués. Nous devons reconnaître que malgré les résultats extraordinaires de la science et de la médecine cubaines, et les efforts de notre gouvernement, ces dernières années ont eu un impact sur les services auxquels la population a accès. On sait qu'il y a des pénuries de médicaments, des retards dans certains traitements, et cela est dû essentiellement à ces effets combinés liés au blocus.

Et avec l'extraterritorialité du blocus... Impressionnant, Monsieur le Ministre. Impressionnant, Monsieur le Ministre. Et dans le domaine de l'alimentation ? Vous avez beaucoup insisté dans votre rapport de la semaine dernière, dans ce discours aux Nations unies, sur la question de l'alimentation des Cubains et sur l'impact du blocus sur l'agriculture.

- Le gouvernement américain ment constamment lorsqu'il affirme que le blocus n'existe pas, qu'il est bilatéral ou qu'il a l'intention d'aider le peuple cubain. Il s'agit d'un acte délibéré et conscient visant à causer des dommages et des souffrances humanitaires au sein de la population pour des raisons strictement politiques.

Par exemple, Cuba peut avoir accès aux produits agricoles américains par le biais d'une licence générale, mais elle doit le faire sur une base très discriminatoire, conçue uniquement pour Cuba.

De quoi s'agit-il ?

- Cuba doit payer d'avance et en totalité.

Pas de crédits ?

- Il n'y a pas de crédit, même pas de crédit privé, et il n'y a pas d'échanges dans les deux sens, comme cela fonctionne partout dans le monde, dans les deux sens et avec le crédit. Aujourd'hui, personne sur la planète ne paie à l'avance, pratiquement sans exception. Troisièmement, ces cargaisons ne peuvent être transportées que par des navires américains, ce qui a pour effet que ces navires doivent retourner vides à leur port d'attache. En d'autres termes, ils ne peuvent pas charger à Cuba. Personne ne déplace un navire pour le décharger et le ramener à vide. On ne peut pas dire qu'il s'agit d'un commerce - ce n'en est pas un - ni d'un geste de bonté ou de générosité de la part du gouvernement américain.

Il est vrai que les agriculteurs américains sont fortement opposés à la politique de blocus et que c'est une conquête de ces secteurs qui peut se produire de manière limitée, mais cela se produit en violation ouverte des règles universellement reconnues du commerce international et de la liberté de navigation.

Cela dit, le blocus a un impact considérable sur les ressources dont Cuba pourrait disposer pour acquérir des denrées alimentaires et développer son agriculture.

J'ai mentionné, par exemple, qu'avec seulement une partie des dommages directs causés par le blocus l'année dernière, nous aurions pu acheter confortablement les denrées alimentaires et les matières premières nécessaires à ce que nous appelons le panier familial de base, c'est-à-dire un panier alimentaire qui assure ce qui est indispensable, qui ne satisfait pas tous les besoins, mais qui assure ce qui est indispensable. Pour qui ? Pour tout le monde, pour toutes les familles, pour toutes les personnes.

Et lequel est le plus souvent subventionné par le gouvernement cubain ?

- Fortement subventionné. Extraordinairement subventionné, et le panier de produits de cette année aurait pu être acheté avec une partie seulement des ressources financières qui ne sont pas parvenues à Cuba en raison de l'impact direct du blocus au cours de cette période.

Le facteur du blocus est très présent dans les difficultés que nous rencontrons à Cuba, les difficultés des familles cubaines à se procurer de la nourriture, les pénuries, l'anxiété générée à cet égard. Bien sûr, il y a d'autres éléments, liés à l'efficacité de notre gestion économique, mais on peut dire sans aucun doute que le principal facteur qui freine l'économie cubaine aujourd'hui est l'impact du blocus, qui est le principal obstacle à la croissance et au développement de notre économie.

J'ai dit que sans les effets du blocus, le produit intérieur brut de Cuba aurait augmenté de 9 % et aurait maintenu un taux de croissance très significatif au cours des dernières années, car les chiffres des dommages sont extraordinaires pour une économie petite et sous-développée comme celle de Cuba.

Quel est le montant des dommages causés par le blocus au cours des 60 dernières années ?

- En prix courants, plus de 159 milliards de dollars.

S'agit-il de milliards, si c'est le cas aux États-Unis ?

- Nous parlons de milliards, de milliards américains, dirait-on, qui sont des milliards, mais 159 milliards de dollars, c'est une quantité extraordinaire de ressources pour une petite économie comme celle de Cuba, ou pour n'importe quelle économie dans le monde, parce que nous parlons de chiffres vraiment importants.

Mais ce calcul sous-estime l'impact, car il devrait prendre en compte les dévaluations du dollar et sa relation avec la valeur de l'or. Si l'on calcule à la valeur de l'or, le préjudice est de plus d'un trillion en

espagnol, c'est-à-dire un trillion plus 337 milliards de dollars, un chiffre extraordinaire pour n'importe quelle économie. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un chiffre très élevé pour une économie, même industrialisée.

Cela représente donc plus de 400 millions de dollars par mois en termes d'impact. Si l'on compare ce chiffre au revenu mensuel de Cuba, il s'agit d'un ratio extraordinaire. C'est un million de dollars toutes les deux heures.

C'est un chiffre très fort...

- L'impact sur l'économie est énorme et dévastateur.

Quatre-vingt pour cent de la population cubaine actuelle ne connaît pas de Cuba sans ce blocus, sans cet impact...

- Elle est née sous le blocus, elle est née après la formalisation du blocus. La vérité est que le blocus a commencé presque avec la révolution cubaine. Il existe des mesures de blocus pratiquement antérieures ou simultanées à la réforme agraire (17 mai 1959).

Monsieur le Ministre, il est très frappant que Cuba, malgré le blocus, ait produit des vaccins contre le coronavirus et ait pu vacciner sa population contre le Covid-19 alors que de nombreux pays n'ont pas encore pu le faire.

. Qu'est-ce qui permet aux Cubains de faire ces merveilles au milieu des pénuries, des difficultés et de tout ce que vous nous racontez ?

- Beaucoup de gens nous le demandent. Cuba a été la première nation du Sud à pouvoir produire des vaccins, à une époque où certains des pays les plus riches et les plus industrialisés, même en Europe, n'y parvenaient pas ou n'y parvenaient pas.

C'est une longue histoire, qui commence par le développement d'un système de santé et de science vraiment puissant, qui commence par des politiques sociales permettant un accès universel et gratuit à des systèmes de santé de très haute qualité, reconnus dans le monde entier. Et c'est une prouesse

scientifique, qui est aussi le résultat d'un développement extraordinaire dans le domaine de la biotechnologie, du génie génétique et de l'industrie pharmaceutique.

Il est vrai que le pays a pu produire les cinq vaccins candidats et les trois vaccins hautement efficaces en un temps record et avec des ressources très limitées. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute dans les milieux scientifiques que les vaccins cubains, s'ils ne sont pas les plus efficaces, sont parmi les plus efficaces au monde. Les indicateurs de santé d'une population qui n'a reçu que des vaccins cubains le démontrent. Nos scientifiques, nos médecins, notre personnel de santé et notre peuple en général ont d'énormes mérites, tout comme la gestion du gouvernement et la vision du président Miguel Díaz-Canel, qui développe la vision de Fidel en matière de science et l'introduit dans la gestion du gouvernement d'une manière scientifique, basée sur l'académie et l'effort, les relations directes et l'incorporation des scientifiques dans les processus de prise de décision, comme cela s'est produit lors de Covid, qui a été un modèle innovant dans le monde et qui est présent dans ce résultat.

Il s'agissait également d'un exploit face au blocus, qui entrave quotidiennement le développement de notre industrie biopharmaceutique, et parce qu'il a directement entravé la production industrielle de vaccins, qui, outre la technologie - qui est cubaine - nécessite des équipements, une échelle industrielle, des intrants, des réactifs, des composants et des pièces de rechange.

Mais en plus, pendant la pandémie, le gouvernement américain a brutalement appliqué le blocus.

Combien de mesures ?

- Paradoxalement, il l'avait assoupli dans tous les régimes de sanctions qu'il applique, à l'exception de Cuba. Dans le cas de Cuba, il l'a resserré de manière opportuniste. Des dizaines de mesures de blocus supplémentaires, issues du blocus qu'est le système de sanctions.

Le gouvernement américain a pris les mesures les plus complètes et les plus longues de l'histoire, en plus des 243 mesures appliquées par le gouvernement du président Trump, et en même temps, pendant la pandémie, il a appliqué des mesures spécifiques dans d'autres domaines.

Par exemple, au pire moment de la pandémie, Cuba a été empêchée d'acquérir des ventilateurs pulmonaires pour les soins intensifs, qui ne sont pas produits par des entreprises américaines, mais par des entreprises européennes qui sont des filiales d'entreprises américaines.

Nos jeunes ingénieurs ont dû produire des prototypes et nous avons produit des ventilateurs pulmonaires cubains très performants, mais ce fut un effort énorme et un obstacle cruel.

Toujours en raison du caractère extraterritorial des lois de blocus....

- Extraterritoriales et inhumaines, et lorsque nous avons subi la défaillance de la principale usine de production d'oxygène médical, il est apparu clairement qu'il est faux de dire que le blocus n'inclut pas les médicaments ou l'équipement médical. Il est apparu clairement que pour transporter de l'oxygène médical des États-Unis à Cuba, au milieu d'une pandémie respiratoire, à un moment où des personnes graves sont en soins intensifs, il faut une licence spécifique du gouvernement américain pour transporter un ballon, une cartouche d'oxygène. Au-delà de l'effet dissuasif et intimidant du blocus sur les entreprises et les pays, l'acquisition par Cuba d'oxygène médical dans d'autres pays a été délibérément entravée à cette occasion.

De nombreux pays ont déclaré aux Nations unies qu'il s'agissait d'un génocide, ce que vous avez répété à maintes reprises...

- Il ne s'agit pas d'une phrase reflétant un sentiment, qui le mériterait également ; il ne s'agit pas d'une expression émotionnelle, qui serait parfaitement justifiée et partagée ; il ne s'agit pas d'une définition à portée politique. Il s'agit, à proprement parler, d'une qualification en droit international sur la base de la Convention de 1948 contre le crime de génocide, article 2 et ses alinéas spécifiques (b) et (c), se référant à l'acte punissable, criminel, illégal de causer des dommages à des groupes humains et à l'acte similaire de créer des conditions mettant en danger l'existence de groupes humains. Ce que j'ai dit uniquement en termes d'alimentation, de médicaments et de blocus dans son ensemble permet de qualifier le blocus, à proprement parler, d'acte de génocide.

Monsieur le Ministre, à propos de génocide, j'aimerais connaître votre position sur une autre question très importante, à savoir le conflit entre Israël et la Palestine. De très nombreux enfants palestiniens meurent chaque jour, de très nombreux Palestiniens... La situation est extrêmement grave. Quelle est votre position ?

- C'est un crime qui doit cesser. La communauté internationale doit agir pour y mettre fin. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit remplir ses obligations et l'Assemblée générale des Nations unies doit agir avec détermination face à la paralysie provoquée au sein du Conseil de sécurité par le veto américain qui vise, historiquement et actuellement, à garantir l'impunité d'Israël dans son agression permanente et son occupation des territoires palestiniens.

Il ne fait aucun doute qu'un véritable crime international est en train d'être commis, un véritable massacre. Les images des enfants palestiniens sont émouvantes et c'est pourquoi Cuba, même en soulevant la question du blocus, a décidé de dénoncer ces actes comme l'expression de politiques basées sur ce que Fidel a appelé, dans une citation récente du président Díaz-Canel, la philosophie de la dépossession et la

philosophie de la guerre. C'est un crime auquel la communauté internationale doit mettre fin.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/338642-ministre-cubain-des-affaires-etrangeres-le-blocus-america-in-est-un-acte-de-genocide>



Radio Habana Cuba